

CELIAF

BULLETIN D'INFORMATION



ACTIVITES RECENTES

Sénégal : la CELIAF prend part à la rencontre régionale des organisations de la société civile du Fonds Genre EDIFIS à Dakar

L'équipe de la CELIAF, composée de Mme Amina KLINGAR, Chargée de mobilisation des ressources de la CELIAF, de M. ABDELKASSIM Sékou, Responsable administratif et financier de la CELIAF et M. MBAIAKWODJIBEI Lucien, Chargé de programme de la CELIAF, a pris part à Dakar, aux côtés d'autres organisations de la société civile du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Mauritanie, à une rencontre régionale des Organisations de la Société Civile (OSC) du Fonds Genre EDIFIS.

Cette rencontre vise à partager une compréhension commune du fonctionnement du Fonds et de ses exigences, à s'approprier les outils de suivi et de gestion financière, ainsi qu'à poser les bases d'une dynamique collective et d'une communauté de pratiques féministes régionale.

Suite P.4

● Tchad : la Maison de la Société Civile ouvre ses portes aux organisations tchadiennes



Ce 24 septembre 2026, la CELIAF a pris part à la cérémonie officielle de lancement de la maison des OSC dans les locaux du CSAPR sis au quartier Moursal dans la commune du 6^e arrondissement à N'Djamena.

Le lancement officiel de la MSC, a réuni des représentants d'organisations de la société civile, des acteurs institutionnels et des partenaires du projet. La cérémonie a notamment été marquée par les interventions de la maire du 6^e arrondissement, du représentant d'OXFAM Tchad, de la représentante du CSAPR, du Coordinateur du CSAPR et du secrétaire général représentant la déléguée du gouvernement auprès de la Commune de N'Djamena.

Suite P.6

EDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,



Le mois de septembre 2026 a été marqué par une dynamique soutenue d'engagement, de partenariat et de plaidoyer en faveur de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes et du renforcement de la société civile.

À travers sa participation à la rencontre régionale des organisations de la société civile du Fonds Genre EDIFIS à Dakar, la CELIAF a réaffirmé sa volonté de contribuer activement aux initiatives régionales visant à accélérer les progrès vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette rencontre a constitué une opportunité importante de partage d'expériences, de renforcement des capacités et de consolidation des synergies entre les acteurs engagés dans la promotion des droits des femmes et des filles.

Le mois écoulé a également été marqué par la participation de la CELIAF au lancement de la Maison de la Société Civile à N'Djamena, une initiative qui ouvre de nouvelles perspectives en matière de concertation, de mise en réseau et de développement des capacités des organisations de la société civile tchadienne.

Sur le terrain, nos actions de plaidoyer se sont poursuivies avec détermination, notamment à Pala où un atelier a permis de renforcer le dialogue avec les autorités communales autour de la lutte contre les violences basées sur le genre et le mariage précoce. Cette mobilisation traduit notre conviction que l'engagement institutionnel constitue un levier essentiel pour assurer une protection durable des femmes et des filles.

Ce bulletin met également en lumière les différentes représentations institutionnelles auxquelles la CELIAF a pris part au cours du mois, témoignant de sa contribution constante aux réflexions nationales sur l'éducation, le développement humain, la gouvernance associative et le développement communautaire.

Enfin, alors que s'ouvre le mois d'Octobre Rose, nous souhaitons rappeler l'importance de la prévention et du dépistage précoce du cancer du sein. La santé des femmes demeure un enjeu majeur de développement et une responsabilité collective qui appelle l'engagement de tous.

Au nom de toute l'équipe de la CELIAF, je remercie nos partenaires, nos membres, les organisations de la société civile, ainsi que toutes les personnes qui accompagnent nos actions au quotidien. Ensemble, poursuivons nos efforts pour bâtir une société plus juste, plus inclusive et plus respectueuse des droits des femmes et des filles.

Bonne lecture à toutes et à tous.

DENODJI Robertine

Présidente du Conseil d'Administration (PCA)

APPERÇU INSTITUTIONNEL

La Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF) est née le 23 novembre 1996 et a été officiellement autorisée à fonctionner le 11 mars 1997 par le Ministère de l'Intérieur du Tchad. Depuis sa création, elle s'est imposée comme une force incontournable de la société civile tchadienne, fédérant plus de 2 000 organisations féminines de base et représentant près de 50 000 membres à travers le pays.



La CELIAF est avant tout un espace de solidarité et de mobilisation des femmes. Sa mission est claire : éradiquer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et promouvoir leur pleine participation à la vie sociale, économique, juridique et politique. Elle aspire à une société juste, fondée sur l'équité et l'égalité, où les femmes exercent pleinement leur citoyenneté.

Ses valeurs : courtoisie, respect mutuel, honnêteté, justice, loyauté, unité dans la diversité, tolérance, solidarité et persévérance – traduisent son engagement profond pour une transformation sociale durable.

Sénégal : la CELIAF prend part à la rencontre régionale des organisations de la société civile du Fonds Genre EDIFIS à Dakar (SUITE)

Le Fonds Genre EDIFIS est l'une des composantes du Partenariat EDIFIS, une initiative régionale de l'Agence Française de Développement (AFD), mise en œuvre par Expertise France en Guinée, en Mauritanie, en République de Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Tchad, visant à accélérer les progrès vers l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable n°5 relatif à l'égalité de genre. Il appuie les organisations de la société civile locales à travers l'octroi de financements, le renforcement des capacités et la mise en réseau.



Au niveau du Tchad, la CELIAF a été retenue comme faitière des organisations de la société civile afin de bénéficier d'un renforcement des capacités et d'assurer le suivi des activités des OSC locales bénéficiaires des subventions du Fonds Genre EDIFIS, dans le but de mettre en œuvre des actions de renforcement et de consolidation des initiatives en faveur de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes et des filles.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par plusieurs interventions, notamment le discours d'ouverture prononcé par M. NDAO El Hadj Abdoul Aziz, Responsable de la Division Planification, Suivi-Évaluation à la Direction de l'Égalité et de l'Équité du Genre du Sénégal. Celui-ci a rappelé les trois exigences du Fonds Genre EDIFIS, à savoir : l'engagement, la solidarité et la redevabilité.

Pour Mme YAMINA BOULKARA, Attachée de coopération, Gouvernance, Égalité Femmes-Hommes à l'Ambassade de France au Sénégal, le rôle des faitières est essentiel dans la dynamique de lutte contre les violences basées sur le genre -

ainsi que dans la création de synergies entre les acteurs.



Pour la Chargée de mission genre régionale de l'AFD, la lutte contre les violences basées sur le genre constitue un défi mondial. Elle a également indiqué que le Fonds Genre EDIFIS s'inscrit dans la continuité du Fonds Genre Sahel et que sa deuxième phase a bénéficié de l'appui financier de la Coopération suisse au profit des organisations de la société civile du Tchad. Elle a ajouté que l'AFD a sollicité EQUIPOP pour accompagner le renforcement des capacités des OSC.



La présentation du Fonds Genre EDIFIS a été assurée par Mme Mickaëlle CHAUVIN, Cheffe de projet du Fonds Genre EDIFIS. Selon elle, l'objectif du projet est de réduire les inégalités de genre et de renforcer l'autonomisation des femmes et des filles en soutenant les initiatives innovantes portées par les organisations locales de la société civile.

Les thématiques prioritaires du Fonds Genre EDIFIS sont notamment la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre, la promotion du leadership féminin, le soutien à l'autonomisation économique des femmes, l'accès aux droits et à la santé sexuelle et à la santé-

et reproductive, ainsi que l'accès et le maintien des filles à l'éducation, sans oublier d'autres thématiques transversales.



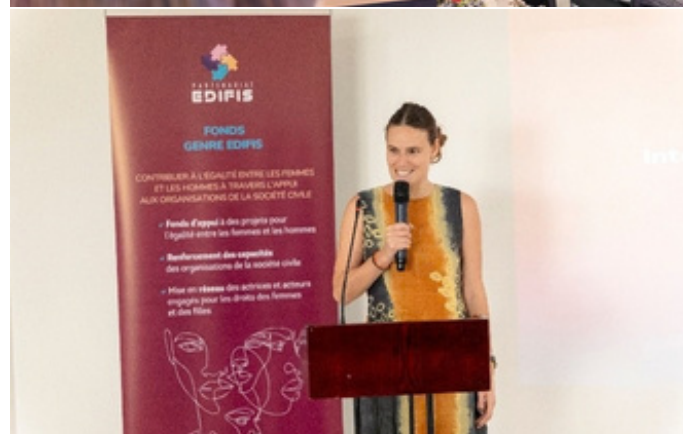
À cette occasion, la CELIAF a présenté son projet intitulé « De survivantes à actrices de changement : autonomisation économique et leadership communautaire des femmes affectées par les violences basées sur le genre dans les provinces du Lac, de la Tandjilé et de N'Djamena », sélectionné dans le cadre du Fonds Genre EDIFIS. Ce projet sera mis en œuvre sur une période de 18 mois au profit des femmes et des filles affectées par les violences basées sur le genre dans les provinces ciblées.



Cette rencontre régionale a permis aux organisations participantes de renforcer leurs capacités en matière de suivi-évaluation, de gestion des subventions, de communication, de plaidoyer et de réseautage, tout en consolidant une vision commune pour la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles.

La CELIAF réaffirme ainsi son engagement en faveur de la prévention et de la prise en charge des violences basées sur le genre, de l'autonomisation économique des survivantes et du renforcement du leadership féminin au Tchad.

Cette activité est mise en œuvre avec l'appui du Fonds Genre EDIFIS, dispositif du Partenariat EDIFIS, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par Expertise France.



Tchad : la Maison de la Société Civile ouvre ses portes aux organisations tchadiennes /Suite

Mais au-delà des prises de parole officielles, c'est la vocation concrète de ce nouvel espace qui a retenu l'attention.

Un lieu pensé pour les besoins des organisations

La visite des locaux a permis aux participants de découvrir les différents espaces de travail ainsi que les équipements mis à leur disposition. La MSC entend ainsi offrir aux organisations un cadre dans lequel elles pourront organiser des activités, travailler sur leurs projets et renforcer leurs capacités.

Dans l'après-midi, le programme a pris une tournure davantage participative. Une cinquantaine d'organisations venues de N'Djamena et des provinces ont échangé avec l'équipe de coordination du CSAPR sur leurs attentes et les services qu'elles souhaitent voir se développer au sein de la Maison.



Les préoccupations exprimées sont relativement concrètes. Plusieurs participants ont notamment évoqué le besoin de formations sur la gouvernance associative, l'élaboration et la gestion des projets, la recherche de financement, mais aussi la nécessité de mieux connecter les organisations entre elles.

Ces attentes montrent que, pour de nombreuses OSC, le renforcement des capacités reste étroitement lié à leur capacité à structurer leurs organisations, mobiliser des ressources et développer des partenariats.

De la demande des OSC à la création d'un espace dédié

La Maison de la Société Civile n'est pas née d'une initiative isolée. Sa création s'inscrit dans une réflexion engagée au sein du mouvement associatif tchadien.

L'idée s'est notamment renforcée à la suite des rencontres d'échanges et du Forum National de la Société Civile organisé par le CSAPR en 2025. Ces différentes rencontres avaient fait ressortir, parmi les préoccupations des OSC, la nécessité de disposer d'un espace permettant la formation, les échanges et la mise en réseau.

Cette dynamique a ensuite rencontré celle du projet « À Égalité », porté par OXFAM Tchad, le CSAPR et le CERGIED, avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD).

La MSC se situe ainsi à la croisée de ces deux dynamiques : d'un côté, une demande exprimée par les organisations elles-mêmes ; de l'autre, un projet visant à soutenir leur développement et leur participation à la vie publique.

Les prochains défis

Le lancement de la Maison constitue une première étape. Le véritable enjeu sera désormais de faire vivre cet espace et de répondre aux besoins exprimés par les organisations.

Les propositions formulées lors de la rencontre pourraient notamment servir de point de départ à la programmation des prochaines activités : sessions de formation, accompagnement des organisations dans la conception de projets, échanges d'expériences ou encore création d'opportunités de mise en réseau.

La diversité des organisations présentes lors du lancement, venues aussi bien de N'Djamena que des provinces, pose également la question de l'ouverture de la Maison au-delà de la capitale.

Pour les initiateurs de la MSC, l'objectif est de faire de cet espace davantage qu'un simple lieu physique. Il s'agit d'en faire un point de rencontre entre les organisations, un cadre d'apprentissage collectif et un espace où peuvent émerger des collaborations.

Pala : un atelier de plaidoyer pour renforcer l'engagement communal contre les VBG

La Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF), antenne du Mayo-Kebbi Ouest, à travers le projet « Féministes en Action », a organisé le 28 septembre 2026 à Pala un atelier de plaidoyer réunissant des autorités locales, des responsables communaux, des leaders communautaires ainsi que des représentants de la société civile.



L'objectif de cette rencontre était d'obtenir l'engagement institutionnel et budgétaire du Conseil communal de Pala en faveur de la lutte contre le mariage précoce et les violences basées sur le genre (VBG), deux phénomènes qui affectent encore de nombreuses filles et femmes dans la province. Cet espace d'échanges a permis de présenter les conséquences sociales, économiques et sanitaires de ces pratiques, tout en mettant en lumière l'importance du rôle des collectivités territoriales dans la prévention et la protection des victimes.



Les participants ont également examiné les mécanismes pouvant renforcer la prise en compte des questions de genre dans les politiques et plans de développement communaux. À travers cette initiative, la CELIAF entend promouvoir une gouvernance locale plus sensible aux droits des femmes et des filles et encourager l'adoption de mesures concrètes pour prévenir les violences, protéger les survivantes et favoriser un environnement plus sûr et plus équitable pour tous.



Par cette action de plaidoyer, la CELIAF réaffirme son engagement en faveur de l'égalité de genre et du renforcement de la participation des collectivités locales dans la promotion des droits des femmes et des filles.



Cameroun : la CELIAF contribue aux échanges sous-régionaux sur la gouvernance foncière en Afrique centrale

Du 21 au 23 septembre 2026, la ville de Douala, au Cameroun, a accueilli un cadre d'échanges de haut niveau consacré au partage des connaissances et à la promotion des réformes en matière de gouvernance foncière en Afrique centrale. Cette rencontre était organisée à l'initiative du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, sous le haut patronage du Ministère camerounais des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.



L'atelier a réuni une cinquantaine de participants issus du Cameroun, du Tchad et de la République centrafricaine, ainsi que des représentants de la CEEAC, des partenaires techniques et financiers, des autorités traditionnelles, des institutions de recherche et des organisations de la société civile. La Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF) y a été représentée par Madame Ngondingam Djenonyom Lucienne, Chargée des formation de la CELIAF et membre du comité multi-acteurs de suivi de la politique foncière au Tchad.

Les discussions ont porté sur plusieurs enjeux majeurs, notamment les conflits fonciers, les droits des communautés locales, la sécurité alimentaire, la mobilité pastorale et la participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière. La représentante de la CELIAF a d'ailleurs pris part à un panel consacré à l'implication des femmes et des jeunes dans ce processus.



Les participants ont formulé plusieurs recommandations, parmi lesquelles le renforcement des cadres juridiques et institutionnels, la consolidation des comités multi-acteurs, la promotion de l'accès des femmes au foncier et une plus grande implication des organisations de la société civile dans les processus décisionnels liés à la terre.



À travers sa participation, la CELIAF réaffirme son engagement en faveur d'une gouvernance foncière inclusive, équitable et sensible aux droits des femmes et des communautés locales.

FOCUS THEMATIQUE

Octobre Rose : sensibiliser pour prévenir le cancer du sein

Chaque année, le mois d'octobre est consacré à la campagne internationale Octobre Rose, une initiative de sensibilisation visant à informer le grand public sur le cancer du sein, à promouvoir le dépistage précoce et à soutenir les femmes touchées par cette maladie.



Le cancer du sein est l'un des cancers les plus fréquents chez les femmes dans le monde. Bien qu'il puisse également toucher les hommes, les femmes demeurent les plus concernées. Détecté à un stade précoce, il peut être traité efficacement, d'où l'importance de la sensibilisation, du suivi médical régulier et du dépistage.

À travers Octobre Rose, les acteurs de la santé, les organisations de la société civile et les institutions publiques multiplient les actions d'information afin d'encourager les femmes à être attentives à leur santé et à consulter rapidement en cas de signes inhabituels.

- Parmi les principaux signes qui doivent alerter figurent notamment :
- L'apparition d'une boule au niveau du sein ou de l'aisselle ;
- Une modification de la forme ou de la taille du sein ;
- Un changement de l'aspect de la peau du sein ;
- Un écoulement inhabituel au niveau du mamelon ;
- Une douleur persistante ou une anomalie visible.

La prévention repose également sur l'adoption d'un mode de vie sain, la pratique régulière d'une activité physique et le recours aux consultations médicales lorsque cela est nécessaire.



En ce mois d'Octobre Rose, la CELIAF invite les femmes, les jeunes filles, les familles et l'ensemble de la communauté à s'informer davantage sur le cancer du sein, à encourager le dépistage précoce et à témoigner leur solidarité à toutes les personnes concernées.

La lutte contre le cancer du sein est une responsabilité collective. Ensemble, renforçons la sensibilisation pour préserver la santé et le bien-être des femmes.



REPRESENTATIONS

Les Représentations institutionnelles de la CELIAF du mois de septembre 2026

Le mois de septembre a été marqué par diverses invitations adressées à la CELIAF dans différents cadres institutionnels, scientifiques et communautaires.



Visite du Directeur régional Supply Chain

Dans le cadre de la visite du Directeur régional Supply Chain, la CELIAF a pris part à une session d'échanges organisée dans les bureaux de l'IRC à N'Djamena.

Cette rencontre visait à faire le point sur la collaboration actuelle entre l'IRC et ses partenaires en matière d'approvisionnement, de logistique et de gestion des stocks, à échanger sur les défis rencontrés dans la mise en œuvre de la chaîne d'approvisionnement, à identifier des pistes d'amélioration et à recueillir des retours et suggestions afin de renforcer le partenariat.

Élaboration du plan de communication pour l'accélération de la scolarisation des filles au Tchad

La CELIAF a pris part à la présentation des consultants recrutés dans le cadre de la mission d'élaboration du plan de communication pour l'accélération de la scolarisation des filles au Tchad. À cet effet, l'UNICEF a procédé au recrutement du Dr GILES RAHARINANDRASANA et du Dr KILA ROSKEM Jean-Pierre pour conduire cette mission.

Élaboration, révision et validation des outils de renforcement du capital humain des bénéficiaires du PFSAP

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa composante relative au développement humain, le projet a engagé un processus participatif visant l'élaboration, la révision et la validation d'outils de formation et de sensibilisation, notamment des modules de formation et des boîtes à images destinés à renforcer le capital humain des bénéficiaires.



La CELIAF a désigné un représentant pour participer à l'élaboration, à la révision et à la validation des outils de renforcement du capital humain des bénéficiaires du PFSAP. Il s'agit de Monsieur MARABAN Ngarodjilo.

Monsieur Maraban Ngarodjilo prendra part notamment à la réunion de cadrage, aux travaux d'élaboration et/ou de révision des outils ainsi qu'à l'atelier national de validation, conformément aux orientations du Projet.

NOS PARTENAIRES

